

## RETURN TO HISTORY AND DOCUMENTS

### LE *RAPPORT FINAL* DE LA COMMISSION POUR L'ANALYSE DE LA DICTATURE COMMUNISTE ET SES CRITIQUES<sup>1</sup>

CRISTIAN VASILE

Au début du mois de décembre 2006, la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie par ses 18 membres a rendu le *Rapport final* au président de la Roumanie, Traian Băsescu<sup>2</sup>. La Commission et son groupe d'experts (qui comprenait plus de 20 personnes) ont réuni des historiens, des politistes et des sociologues qui n'auraient pas collaboré habituellement (fait qui est assez souvent négligé, tant par les amis que par les critiques de la Commission). Quelques membres de la Commission avaient été impliqués dans des polémiques plus ou moins cordialement ou avaient manifesté des options politiques divergentes. Seul Vladimir Tismăneanu, le président de la Commission, a réussi à mettre ensemble des personnes apparemment séparées par des conflits irréconciliables<sup>3</sup>. C'est précisément cet aspect (de la diversité) qui a été maintes fois ignoré délibérément par certains critiques de la Commission, adeptes de la théorie conspirationniste et du soi-disant *protochronisme* (une idée nationaliste, culturelle, politique des années 1970 et 1980, l'expression d'un complexe d'infériorité)<sup>4</sup>. Ces critiques sont devenus de vrais spécialistes en « contre-attaques » et en « contre-rapports. » Ils ont été sur le point d'inciter le Parlement, l'Église Orthodoxe, une partie de la presse quotidienne et l'Académie Roumaine des Sciences à intervenir, pour invalider, pour mettre en cause ou contester violemment le *Rapport final*. Une des motivations principales : le *Rapport* serait élaboré par des chercheurs dont les intérêts « porteraient préjudice au peuple roumain. »

---

<sup>1</sup> Communication présentée à la Conférence « Communisme en Roumanie : le bilan officiel. Condamnation du régime communiste en Roumanie, 1945-1989 : le Rapport Final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste », 10-11 juin 2008, Paris, Institut Culturel Roumain – Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, Sciences Po/CNRS. Nous tenons à remercier particulièrement Damiana-Gabriela Oțoiu qui nous a aidé avec des suggestions.

<sup>2</sup> Au sujet du fonctionnement de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, voir Vladimir Tismăneanu, *Democracy and Memory. Romania Confronts Its Communist Past*, dans « The Annals of the American Academy of Political and Social Science », vol. 617, 2008, n° 1.

<sup>3</sup> Dragoș Petrescu et Marius Oprea, par exemple, qui en 2005-2006 luttèrent pour contrôler l'Institut Roumain d'Histoire Récente (IRIR).

<sup>4</sup> Katherine Verdery, *National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, Berkeley, 1991 ; Alexandra Tomiță, *O istorie « glorioasă. » Dosarul protochronismului românesc*, București, 2007.

Ces appels diffamatoires (dont les auteurs n'avaient même pas lu intégralement le *Rapport*) se ralliaient aux discours de certains hommes politiques lamentables qui ont utilisé la tribune du Parlement pour débiter des mensonges. Une de ces inexactitudes était qu'*aucun membre de l'Académie Roumaine n'aurait été coopté dans la Commission*. Mais une présence marquante de la Commission a été justement le professeur Alexandru Zub, le président de la Section des Sciences Historiques et Archéologie de l'Académie des Sciences<sup>5</sup>! A côté du professeur Zub la Commission comprenait de jeunes historiens, chercheurs dans les Instituts d'Histoire de l'Académie Roumaine, de Bucarest, Jassy, Târgu-Mureș<sup>6</sup>, des professeurs de l'Université de Bucarest, Cluj-Napoca, Timișoara, d'origines ethniques différentes (Roumains, mais aussi Hongrois, Allemands – Saxons de Transylvanie – et Juifs<sup>7</sup>). En réalité, les critiques soi-disant *patriotes* n'ignorent pas cette diversité (culturelle, confessionnelle, ethnique), mais ils la détestent. En outre, ce genre de nationalisme porte l'empreinte du nationalisme de la période de Nicolae Ceaușescu. D'ailleurs, l'un des objectifs des auteurs du *Rapport final* était justement de mettre en évidence le fait qu'après 1964-1965 la police politique (la *Securitate*) n'était pas une institution « patriotique », dévouée au peuple roumain. Quelques membres de la Commission Tismăneanu n'ont hésité même pas de corriger, discrètement ou non, les affirmations du président de la Roumanie, qui avait suggéré le contraire, c'est-à-dire une délimitation précise, nette, dans l'histoire de la police secrète communiste. Les auteurs du *Rapport final* sont bien loin d'être des instruments politiques dans les mains du président de la Roumanie, fait confirmé par leurs positions critiques exprimées dans les quotidiens ou dans la presse culturelle. On pourrait citer leurs articles concernant les erreurs stratégiques au sujet des Archives Nationales commises par l'ancien ministre de l'Intérieur, l'influent homme politique Vasile Blaga, un proche du président Traian Băsescu<sup>8</sup> : le maintien des historiens immobiles et autocrates à la direction des Archives Nationales, l'absence de la transparence au niveau des inventaires, registres et répertoires archivistiques, l'accès limité aux sources documentaires de la période communiste, etc. Par contre, la situation d'aujourd'hui est radicalement changée grâce à la réforme initiée par un ancien expert de la Commission, Dorin Dobrinu, le nouveau directeur général, nommé au mois de juillet 2007.

L'un des « péchés » capitaux que la Commission Tismăneanu aurait commis – selon des historiens nationalistes, tributaires de la nostalgie pour la période Ceaușescu – est la démythification du 21 août 1968, le moment de gloire de N. Ceaușescu, qui a été en réalité une mascarade, une instrumentalisation politique des sentiments patriotiques<sup>9</sup>. En effet, Vladimir Tismăneanu et ses collègues mettent en cause d'une manière crédible, dans une perspective comparative et historico-politique, la mythologie légitimatrice du régime

<sup>5</sup> Voir Cristian Vasile, *Cine a scris Raportul Tismăneanu*, dans « Revista 22 », 3 janvier 2007.

<sup>6</sup> Dorin Dobrinu, Adrian Cioflâncă, Anca Șincan et Cristian Vasile.

<sup>7</sup> Salat Levente, Novák Csaba Zoltán, Olti Agoston, Lázok Klára, László Márton, Nagy Mihály Zoltán, Hannelore Baier, Shlomo Leibovici-Laiș.

<sup>8</sup> Cristian Vasile, *O istorie a comunismului românesc*, dans « Apostrof », octobre 2005, n° 10.

<sup>9</sup> Vladimir Tismăneanu, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, Iași, 2005, p. 238.

Ceaușescu. Pour certains (historiens et hommes politiques), le fait d'avoir catégorisé Nicolae Ceaușescu comme un « fondateur d'un système politique néostalinien » est inacceptable. C'est la raison pour laquelle les soi-disant « seigneurs » de l'historiographie roumaine, un groupe d'historiens unis par une formation commune vétuste, reliquataires du communisme national et leurs fils spirituels, des protochronistes et des historiens de l'entourage du général Ilie Ceaușescu, frère du dictateur, ne peuvent pardonner l'action de démystification initiée par Vladimir Tismăneanu et son équipe<sup>10</sup>. Cette démarche scientifique et morale met sur le tapis, met en cause même leurs biographies, leurs carrières académiques tributaires du passé totalitaire. La confession, le témoignage n'étaient pas pour eux une option privilégiée, bien que certains prétendaient être des chrétiens orthodoxes pratiquants. Pour ces intellectuels qui avaient été, avant 1989, membres ou proches des structures du Parti Communiste Roumain ou pour quelques savants mutilés du point de vue affectif, le maintien d'un controversé confort biographique était devenu une question de vie ou de mort. Voilà pourquoi leur lutte contre Vladimir Tismăneanu, contre la démarche de la Commission, n'était pas une simple dispute académique civilisée, une controverse calme autour des concepts et des notions, et dégénérait en guerre culturelle, une guerre avec des invectives, calomnies, crises d'hystérie, réactions spécifiques aux partis extrémistes.



Pour conclure, le *Rapport final* est un ouvrage scientifique, mais dans lequel on peut entendre les voix des victimes du communisme roumain. Par conséquent, il est aussi un document éthique, un document moral. Après deux décennies, en Roumanie, est apparue une génération de jeunes historiens capables de se délimiter des uns de leurs professeurs. Simultanément, la Roumanie a été confrontée à un passé qui ne veut pas mourir, le passé de deux espèces de nationalisme : le nationalisme antisémite, qui a été à l'origine du Shoah (Holocauste)<sup>11</sup>, et le nationalisme communiste. Un de ces jeunes historiens a participé aussi à l'élaboration du *Rapport final* de la Commission Internationale Wiesel pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie<sup>12</sup>. Leur participation à ces projets historiographiques et moraux signifie aussi une rupture entre les générations dans l'historiographie roumaine.

---

<sup>10</sup> Cristian Vasile, *Trepte către o istorie a comunismului românesc*, dans Vladimir Tismăneanu, *Arheologia terorii*, București, 2008, pp. 355-356 et pp. 362-363; Idem, *Omul contradicțiilor*, dans « Idei în dialog », juillet 2008, n° 7, p. 55.

<sup>11</sup> Voir *Final Report*, éd. par Tuvia Friling, Radu Ioanid et Mihail E. Ionescu, Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie, Iași, 2005.

<sup>12</sup> Adrian Cioflâncă, chercheur scientifique à l'Institut d'Histoire « A.D. Xenopol » de Jassy, par exemple.